

L O I

du 2025,

sur les conditions de vente des boissons énergisantes

Le Conseil national de la République slovaque a adopté la loi suivante:

Article 1

Objet

La présente loi réglemente

- a) les conditions de vente et de service des boissons énergisantes;
- b) les obligations des personnes physiques autorisées à exercer une activité commerciale et des personnes morales dans le cadre de la vente et du service de boissons énergisantes;
- c) les pouvoirs des autorités administratives et les sanctions à imposer dans le cadre de l'application des mesures prévues par la présente loi.

Article 2

Boisson énergétique

Aux fins de la présente loi, on entend par «boisson énergisante» une boisson non alcoolisée édulcorée emballée destinée à la consommation directe¹⁾ qui contient de la caféine, quelle qu'en soit la source, dans une proportion supérieure à 150 mg/l.

¹⁾ Article 2, point a) sous-point 1), de la loi no 251/2024 relative à la taxe sur les boissons non alcoolisées sucrées et à la modification de certaines lois.

Article 3

Mesures relatives à la vente et au service des boissons énergisantes

- (1) Il est interdit de vendre ou de servir des boissons énergisantes à des personnes âgées de moins de 16 ans.
- (2) Il est interdit de vendre ou de servir des boissons énergisantes
 - a) par le biais d'un distributeur automatique, sauf si le vendeur exploitant le distributeur automatique s'assure de l'âge de l'acheteur;
 - b) dans les aires de jeux pour enfants, les écoles et les établissements scolaires, conformément à une législation distincte;²⁾
 - c) dans les magasins vendant des produits destinés principalement aux enfants;
 - d) lors de rassemblements publics³⁾, d'événements culturels publics⁴⁾ et d'événements sportifs publics⁵⁾ destinés aux personnes âgées de moins de 16 ans.

Article 4

Certaines conditions de vente et de service des boissons énergisantes

- (1) Toute personne qui vend ou sert des boissons énergisantes doit informer le public de l'interdiction prévue à l'article 3, paragraphe 1 au moyen d'un avis facilement lisible et clairement visible placé au point de vente ou de service, libellé comme suit: «Il est interdit de vendre ou de servir des boissons énergisantes aux personnes âgées de moins de 16 ans».
- (2) Toute personne qui vend ou sert des boissons énergisantes soumises à l'interdiction prévue à l'article 3, paragraphe 1 doit vérifier que la personne à laquelle elle vend ou sert une boisson énergisante a atteint l'âge de 16 ans.
- (3) La vente à distance de boissons énergisantes n'est autorisée que si le vendeur utilise un système de vérification de l'âge permettant de vérifier, au moment de la vente, que l'acheteur a atteint l'âge de 16 ans. Aux fins de la présente loi, on entend par « système de vérification de l'âge » un système informatique qui confirme sans ambiguïté l'âge de l'acheteur par des moyens électroniques. Le vendeur fournit des informations détaillées sur le système de vérification de l'âge et son fonctionnement à la demande de l'autorité de contrôle conformément à l'article 5, paragraphe 1.

²⁾Loi n° 245/2008 relative à l'éducation et à la formation (loi sur les écoles) et aux modifications apportées à certaines lois, telle que modifiée.

³⁾ Loi n° 84/1990 sur le droit de réunion, telle que modifiée.

⁴⁾ Loi n° 96/1991 du Conseil national slovaque sur les événements culturels publiques, telle que modifiée.

⁵⁾ Loi no 1/2014 relative à l'organisation des événements sportifs publiques et aux modifications apportées à certaines lois, telle que modifiée.

Article 5

Contrôle

- (1) Le respect de la présente loi est contrôlé par les autorités chargées du contrôle officiel des denrées alimentaires⁶⁾ dans le cadre de leurs compétences prévues par une législation distincte.⁷⁾
- (2) Dans le cadre du contrôle du respect des obligations prévues par la présente loi, les autorités chargées du contrôle officiel des denrées alimentaires sont autorisées à effectuer des achats tests de boissons énergisantes par des personnes âgées de moins de 16 ans.

Article 6

Infractions administratives

- (1) L'autorité de contrôle visée à l'article 5, paragraphe 1, inflige une amende allant de 150 EUR à 5 000 EUR à une personne physique autorisée à exercer une activité ou à une personne morale qui viole l'interdiction prévue à l'article 3 ou l'obligation prévue à l'article 4, paragraphe 2 ou 3.
- (2) L'autorité de contrôle visée à l'article 5, paragraphe 1, inflige une amende comprise entre 100 EUR et 1 000 EUR à toute personne physique autorisée à exercer une activité ou à toute personne morale qui enfreint l'obligation prévue à l'article 4, paragraphe 1.
- (3) L'amende visée aux paragraphes 1 et 2 peut être infligée dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'interdiction ou l'obligation a été violée.
- (4) Lors de l'imposition de l'amende visée aux paragraphes 1 et 2, il est notamment tenu compte de la gravité, de l'étendue et de la durée de la violation de l'obligation.
- (5) La recette des amendes visées aux paragraphes 1 et 2 constitue une recette du budget de l'État.
- (6) Sauf disposition contraire prévue aux paragraphes 1 à 5, le code de procédure administrative s'applique à l'imposition d'amendes.

Article 7

Disposition finale

La présente loi a été adoptée conformément à un acte juridiquement contraignant de l'Union européenne dans le domaine des réglementations techniques⁸⁾

⁶⁾ Article 21, paragraphe 1, points b) à d), de la loi n° 152/1995 du Conseil national de la République slovaque sur les denrées alimentaires, telle que modifiée par la loi n° 195/2007.

⁷⁾ Article 23, paragraphes 1 et 2, de la loi n° 152/1995 du Conseil national de la République slovaque, telle que modifiée.

⁸⁾ Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (texte codifié) (JO L 241, 17. 9. 2015).

Article 8
Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er mai 2026.